

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/6978
29 novembre 1965
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 29 NOVEMBRE 1965, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE
REPRESENTANT PERMANENT DU PAKISTAN

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'Inde, en violation du Traité de 1960 sur les eaux de l'Indus, retient unilatéralement la part des eaux des trois rivières de l'Est qui, en vertu du Traité, revient au Pakistan. Vous trouverez ci-joint copie de la note de protestation remise au Haut Commissaire par intérim de l'Inde au Pakistan.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer cette lettre comme document du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, etc.

L'Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire,

Représentant permanent du Pakistan auprès
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Syed AMJAD ALI

TEXTE DE LA NOTE ADRESSEE PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
DU PAKISTAN AU HAUT COMMISSAIRE PAR INTERIM DE L'INDE AU PAKISTAN,
A KARACHI

Le Ministre des affaires étrangères présente ses compliments au Haut Commissaire de l'Inde au Pakistan et a l'honneur de faire savoir ce qui suit :

2. Le Gouvernement pakistanais regrette de devoir signaler que l'Inde ne fournit plus au Pakistan la part des eaux des trois rivières de l'Est qui lui revient en vertu du Traité de 1960 sur les eaux de l'Indus.

Conformément aux paragraphes 28 et 39 de l'annexe H du Traité de 1960 sur les eaux de l'Indus, l'Inde devait alimenter le canal de Dipalpur à Ferozepore entre le 1er avril et le 15 octobre 1965; or, le 23 septembre 1965, elle a interrompu de façon unilatérale l'approvisionnement en eau. L'Inde n'a pas non plus fourni au Pakistan les quantités d'eau qu'elle doit livrer en aval de Ferozepore depuis la décade comprise entre le 11 et le 20 septembre. En particulier, depuis la période comprise entre le 21 et le 30 septembre, l'approvisionnement est nettement insuffisant et bien inférieur à la quantité qui revient au Pakistan en vertu du Traité. Il semble que l'Inde prélève actuellement presque la totalité des eaux de la Sutlej et de la Beas.

En outre, le Pakistan n'a reçu aucun approvisionnement en eau de l'Inde dans les canaux du Bari Doab central, alors qu'en vertu des dispositions de la première partie de l'annexe H au Traité, l'Inde devait commencer à déverser de l'eau dans ces canaux à partir du 21 septembre.

3. Le Gouvernement pakistanais est profondément préoccupé de ces violations, par le Gouvernement indien, du Traité de 1960 sur les eaux de l'Indus. Dans de vastes régions du Pakistan, ainsi privées de leur part légitime d'eau en violation des dispositions du Traité, les cultures ont subi et continuent de subir de graves dégâts. Sans préjudice de son droit à réclamer une indemnisation pour ce refus de fournir la part des eaux des rivières de l'Est qui revient au Pakistan, le Gouvernement pakistanais prie le Gouvernement indien de prendre immédiatement des dispositions pour ramener le volume d'eau fourni par prélèvements sur les rivières de l'Est au volume auquel le Pakistan a droit en vertu du Traité.

4. Comme il n'est pas possible actuellement d'alimenter les canaux du Bari Doab central aux points où ils traversent la frontière internationale, le Gouvernement pakistanais suggère que la part destinée à ces canaux soit déversée dans la Ravi elle-même en aval de Madhopur. Ce ne serait toutefois qu'un arrangement temporaire.

Le Ministre des affaires étrangères saisit cette occasion pour renouveler au Haut Commissaire l'assurance de sa très haute considération.

